

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la commune **FRONTIGNAN DE COMMINGES**

Séance du **13 septembre 2011**

Nombre de conseillers

- en exercice	9
- présents	6
- votants	5
- absents	3
- exclus	0

L'an deux mille onze, le 13 septembre à 18 heures 30.

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Yves PLANAS, Maire..

Etaient présents : MM.

M.C. MERIC, F. VIGO, A. SOUZA, G. FACHIN, J.M. DE BRUYCKER

Etait absent de 18 h 30 à 19 heures : A. TIESSE

Etaient absents : Y. DE BRUYCKER, R. MEMERY.

Date de convocation :

01 septembre 2011

Date d'affichage :

01 septembre 2011

OBJET

Délibération fixant le taux de la taxe d'aménagement

M. MERIC M. C. a (ont) été nommé(e)(s) secrétaire(s).

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

- ☐ Pour financer les équipements publics de la commune, une nouvelle taxe remplaçant la taxe locale d'équipement et la participation pour aménagement d'ensemble a été créée. Elle sera applicable à compter du 1er mars 2012 ;
- ☐ Elle est aussi destinée à remplacer, au 1er janvier 2015, les participations telles que, notamment, la participation pour voirie et réseaux (PVR), la participation pour raccordement à l'égout (PRE) ;
- ☐ La commune disposant d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 15 mars 2011, la taxe d'aménagement s'applique de plein droit au taux de 1%. Toutefois, elle peut fixer librement dans le cadre de l'article L. 331- 14 un taux compris entre 1 et 5 % et dans le cadre de l'article L. 331-9 un certain nombre d'exonérations.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide:

Acte rendu exécutoire après le dépôt en
Sous Préfecture de Saint Gaudens
le et publication ou
notification du



Le Maire,


Signature

Article 1er : d'instituer sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 3% ;

Article 2 : d'exonérer totalement en application de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme :

"Les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L. 331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L. 331-7 (logements aidés par l'Etat dont le financement ne relève pas des PLAI - prêts locatifs aidés d'intégration qui sont exonérés de plein droit - ou du PTZ+) ;

Article 3 : d'exonérer partiellement (préciser le pourcentage d'exonération) en application de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme :

"☐ Les commerces de détail d'une surface de vente inférieure à 400 mètres carrés à raison de 50 % de leur surface ;

Article 4 : la présente délibération est valable pour une durée de 3 ans (soit jusqu'au 31 décembre 2014). Toutefois, le taux et les exonérations fixés ci-dessus pourront être modifiés tous les ans. Elle est transmise au service de l'Etat chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2ème mois suivant son adoption.

Vote : 5 pour et 1 contre

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Le Maire,



Signature